



Lettre ouverte à l'occasion du CSE des 18 et 19 décembre 2019

Monsieur Jean-Michel BLANQUER
Ministre de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse

Madame Natacha CHICOT
Directrice des Affaires juridiques

Mesdames et Messieurs les Membres du CSE

Les Lilas le 19 décembre 2019

Monsieur le Ministre,
Madame la présidente,
Mesdames et Messieurs les membres du CSE,

En raison du mouvement social en cours contre la réforme des retraites, la FSU et ses syndicats ont demandé le report du CSE du 18 décembre 2019. Les personnels de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de l'enseignement agricole ont mené en l'espace de deux semaines trois grèves majoritaires, une mobilisation inédite de par son ampleur et sa constance. Ils n'ont reçu en réponse aucun engagement ferme ni précis. Age de départ et niveau à venir de leurs pensions, revalorisation de leur rémunération : des propositions et des chiffres divers ont été lancés, dénotant impréparation, méconnaissance des dossiers, mais toujours la même volonté de faire travailler davantage des personnels éreintés par les réformes successives et dont la charge de travail n'a cessé d'augmenter ces dernières années.

Ce mépris des personnels s'est encore manifesté hier par l'annonce brutale du démantèlement du réseau Canopé, annonce subie sans préalable à l'occasion du conseil d'administration qui devait traiter du budget. La FSU demande la suspension immédiate de cette décision et l'ouverture de la concertation demandée depuis des mois et toujours différée par le ministère. Nous avons des propositions pour l'avenir du Réseau et demandons leur prise en compte.

En signe de protestation, la FSU et ses syndicats ne siégeront pas en ce CSE des 18 et 19 décembre. Le gouvernement et en particulier le ministère de l'Éducation nationale doivent changer de méthode de travail et écouter les personnels.

Nous tenons tout de même à donner sur les textes présentés quelques avis que nous aurions exprimés en séance.

.../...

La FSU rappelle sa demande de la suppression de la première session des E3C, et sa transformation en épreuves terminales en juin. Les remontées de terrain sont de plus en plus inquiétantes, les problèmes pédagogiques et techniques se multiplient. Il ne suffira pas d'un texte de plus, même tentant de cadrer les possibles fraudes, pour que cette session se déroule dans des conditions d'égalité entre candidats et de sérénité pour les équipes.

De même, pourquoi alourdir la charge de travail et imposer de renseigner de multiples items dans un livret scolaire qui ne sera pas utilisé à ce niveau de détail par les jurys du baccalauréat ?

Concernant les textes de programme des disciplines générales de la voie professionnelle, malgré nos interventions hormis sur le programme de Terminale en histoire géographie, les textes présentés aujourd'hui ont été peu modifiés par rapport aux projets du CSP.

La consultation des enseignant-es organisée par la DGESCO n'a pas connu un grand succès. Est-ce la preuve d'un désintérêt des enseignant-es ? Nous ne le pensons pas ! Pour nous, c'est plutôt l'expression d'un profond malaise qui ne fait que s'amplifier entre les enseignant-es et leur ministère. La transformation de la voie professionnelle se met en place cette année avec peu d'entrain, les enseignant-es ne percevant pas cette réforme comme à même de mieux faire réussir leurs élèves. Les dispositifs pédagogiques imposés sont mal vécus et posent de nombreux problèmes d'ordre éthique, pédagogique et organisationnel qui rendent leur mise en œuvre incompatibles avec les objectifs de la formation.

Dans ce contexte, les nouveaux programmes, qui peuvent de premier abord apparaître ambitieux, vont plonger les enseignant-es dans une difficulté supplémentaire. Comment aborder autant de notions avec un volume horaire élève globalement en diminution et qui pour certaines disciplines est parasité par la co-intervention ? Les notions seront de fait survolées, ce qui aura des conséquences négatives quant aux possibilités de poursuite d'études dans le supérieur. A travers ces programmes, c'est une transformation du métier des professeurs des lycées professionnels qui est à l'œuvre : transformer le professeur en formateur, l'enseignant-e en développeur de compétences, le concepteur en simple exécutant des multiples injonctions qui fourmillent dans ces programmes. La FSU l'a confirmé lors de son congrès à semaine derrière, elle porte une toute autre ambition pour les jeunes, c'est pour cela qu'elle demande l'abrogation de cette réforme.